



A LA RENCONTRE DE RUDOLF REZSOHAZY

Le professeur Rudolph REZSOHAZY a été le 1^{er} président de l'AADC.

Son portrait ci-dessous explique son long parcours lié au développement des communautés et comment il est devenu président de l'Association internationale de développement et d'action communautaires (AIDAC), « mère » de l'AADC.

A la lecture de ce texte, on comprend aisément pourquoi il lui a été proposé de présider l'AADC dès sa création en 1980. Il est resté à ce poste jusqu'en 2004 et a démissionné de son rôle d'administrateur en 2012.

Son expérience en matière de coopération au développement y est décrite avec précision et permet de comprendre sa forte implication dans ce domaine. Il nous a considérablement aidées à réfléchir aux fondements théoriques du développement. Il a permis à l'AADC de disposer de fonds de la Fondation Raiffeisen, a soutenu le stage de deux étudiantes de la HEC Liège (Ecole de Gestion de l'Université de Liège) qui ont rédigé leur mémoire sur base d'une expérience commerciale au Bénin.

Il a toujours veillé aussi à la bonne utilisation des deniers publics, préférant, par exemple lors de ses déplacements pour des missions universitaires, un vol plus long avec escales, mais moins coûteux, disant que la différence pouvait être allouée au fonds destiné aux bourses d'études ...

Il nous a également aidées lors du décès inopiné de M. Pierre ROZEN et de son remplacement tout aussi inattendu. Le texte qui suit constitue un extrait de la biographie de cet expert profondément humain, proche des gens. A l'aise avec les plus hauts dignitaires et diplomates, il sait aussi parler le langage du cœur avec des villageois d'un pays en développement qui ressentent sa sincérité et lui expriment leur gratitude en chansons.

Il est bon de croiser sur son chemin des hommes de cette envergure, érudit mais simple, prêt à transmettre son savoir pour le bien de tous.



Une aventure d'Outre-Mer

Après la guerre, la Hongrie, mon pays natal, a connu une courte période de tentative d'établir un régime démocratique. J'étais passionné par cet effort et par les différentes réformes économiques et sociales qui l'avaient accompagné.

J'ai terminé mes études secondaires en 1947 et j'ai décidé de participer activement à la vie publique. J'ai choisi les études de droit et j'ai fréquenté les cours de l'Académie des Affaires étrangères. En même temps, j'ai eu l'occasion de collaborer au Kis Ujság, le quotidien le plus lu à l'époque. J'ai reçu les numéros d'une semaine de journaux étrangers prestigieux, comme la Neue Zürcher Zeitung, pour m'informer et écrire des articles.

Ce démarrage fut rapidement compromis. Les luttes pour le pouvoir se sont achevées par la victoire du parti communiste et l'étouffement de toute résistance démocratique. Je me suis trouvé devant l'option suivante : je m'adapte à l'évolution au prix de renier mes convictions ou je quitte le pays en compagnie de plusieurs amis, en affrontant tous les dangers de la traversée clandestine du rideau de fer, déjà tombé.

Quatre amis, nous avons franchi la frontière austro-hongroise le 2 février 1949 et nous avons passé quatre semaines dans le dénuement à Vienne pour légaliser notre situation et obtenir le visa d'entrée en Belgique. Notre projet

étant, en effet, de poursuivre nos études à l'Université catholique de Louvain.

A l'époque, mon horizon n'a pas encore changé. J'ai pensé qu'en Hongrie la situation deviendrait intenable et que, au bout de quelques années, un retour serait envisageable. Cet espoir n'était pas utopique. En effet, en 1956 l'insurrection a éclaté à Budapest et a embrasé tout le pays. Mais les Soviétiques sont intervenus, ont écrasé la révolte et ont rétabli le socialisme de leur cru pour 33 ans encore.

Dans ces circonstances, j'ai dû repenser mon avenir. J'ai décidé d'entamer des études en histoire. La sociologie et l'économie étaient également un choix possible, mais elles me paraissaient trop impersonnelles et nourries de déterminisme, pour inspirer un humanisme. Par contre, l'histoire avait pour objet l'homme, son action passée, son expérience. De plus, elle inculquait un apprentissage approprié pour quelqu'un qui s'intéressait non seulement à la science, à l'établissement des faits, mais aussi à l'action et à la création de l'histoire par les hommes.

A cet égard, la Belgique me semblait être un terrain d'observation privilégié. J'étais particulièrement attiré par la naissance et le développement des mouvements de réforme qui visaient la transformation de la société issue de la révolution industrielle. La spécificité de la Belgique était, aussi bien dans les milieux socialistes que chrétiens, la création d'associations fondées à la base et

destinées à modifier progressivement les structures et le fonctionnement de la société, telles que les mutuelles, les syndicats, les coopératives, un parti politique... Ma thèse de doctorat avait pour objet Origines et formation du catholicisme social en Belgique, 1842-1909. A côté de la recherche, je me suis aussi initié à la pratique : j'ai fait un stage, particulièrement instructif, à la coopérative Economie populaire de Ciney, en 1955-56.

L'échec brutal de l'insurrection de 1956 en Hongrie m'a définitivement convaincu de la nécessité de changer de perspective. C'était l'époque où les études sur le développement ont pris leur essor. La dualité des pays développés et 'sous-développés' devint de plus en plus évidente et l'aspiration des peuples colonisés à l'indépendance prit forme. J'ai tourné mon attention vers cette problématique et j'ai découvert que mon engagement dans ce domaine correspondait à mon attente et permettrait de fructifier ce que j'avais appris jusqu'alors.

En 1958, un cours de 'Doctrine et méthode coopératives' fut créé à l'École des Sciences Politiques et Sociales de l'UCL et m'a été attribué. En 1959, j'ai rendu visite à Genève au Bureau International du Travail pour élargir mes horizons et pour me documenter. Le haut fonctionnaire qui m'a reçu, m'a confié qu'il avait rencontré quelques semaines auparavant un évêque équatorien dont la conscience le harcelait à cause des 10.000 hectares que l'Eglise possédait en propriété. Il était décidé à réaliser une réforme agraire, mais il ne savait pas comment s'y prendre. Il était venu à Genève pour demander l'aide du BIT dont un projet appelé 'Mission andine' fonctionnait

comme agence d'assistance technique d'intégration des populations indiennes. 'N'avez-vous pas envie de collaborer avec Mgr Leonidas Proano, évêque de Riobamba?' – conclut son récit mon interlocuteur (Riobamba se trouve à 180 km au sud de Quito, à 2750 mètres d'altitude, au pied du majestueux Chimborazo, 6300 mètres de haut).

Je n'avais jamais fait de réforme agraire, mais le défi était tentant. 'Tout dans la vie a un début' – me suis-je dit. J'ai écrit une lettre à Mgr Proano pour lui faire part de mes dispositions et une correspondance suivie a commencé afin de préparer les opérations et mon arrivée pendant les vacances académiques de 1960. Il s'est révélé assez vite qu'il ne s'agissait pas de dix mille hectares, mais de vingt mille, situés à 3000 mètres d'altitude (mais nous sommes proches de l'équateur), dans la proximité d'un volcan éteint et d'une communauté de trois cents familles indiennes quechuas. Les études pédologiques ont prouvé que la terre était bonne pour l'agriculture (principalement des pommes de terre et des oignons) aussi bien que pour l'élevage (des moutons et des alpagas). Un excellent agronome pouvait être engagé.

J'ai commencé l'étude intensive de l'espagnol. Au bout de deux semaines, j'ai déjà rêvé en cette langue et quand je suis arrivé à Quito, je me suis déjà fait comprendre (l'espagnol des pays andins est plus posé et plus lent que le castillan de la mère-patrie) et j'ai aussi compris les propos de mes interlocuteurs.

Ma demande principale à Mgr Proano était de créer une équipe d'une quinzaine de jeunes, appelée à piloter le projet. Composée de garçons et de filles volontaires, déjà engagés dans la vie

professionnelle, elle prit le nom de Centro de Estudios y Acción Social (CEAS). Nous nous sommes réunis tous les soirs de 20 à 23 heures : j'ai donné des cours d'introduction, nous avons élaboré progressivement le plan des initiatives à prendre et des savoirs à acquérir. Le leader du groupe fut désigné en la personne de Gerardo Calles.

Après trois mois, j'ai quitté Riobamba. L'équipe du CEAS était en état de marche. Elle existe encore aujourd'hui. Peu après, la distribution des terres et la construction des bâtiments et des logements ont pu commencer. Etant donné que les paysans quechuas vivent en communauté, il n'était pas difficile d'encadrer les lots familiaux de services coopératifs d'approvisionnement, de vente, d'utilisation du tracteur.

Ma mission en Equateur fut financée par un organisme d'aide au développement, Misereor, qui venait d'être fondé par les catholiques allemands. Ceux-ci ont collecté des sommes considérables. Ils avaient de l'argent, mais ils ne possédaient pas de projets ! Misereor m'a demandé de m'arrêter sur le chemin de retour, en Haïti, pour essayer de fédérer la dizaine de caisses d'épargne populaires qui fonctionnaient pour la plupart dans un cadre paroissial.

Ma tâche fut compliquée par la situation politique du pays. Celui-ci ployait sous la dictature de François Duvalier (Papa Doc). Toute initiative venue de l'étranger était jalousement surveillée. La résistance fut surmontée grâce à un 'don' accordé au directeur de l'administration qui devait lever les obstacles à la réalisation du projet.

1961 fut la découverte de l'Afrique. Le Congo venait d'obtenir son indépendance et, très rapidement, des désordres se sont répandus et ont menacé le pays de dislocation. Le Rwanda voisin se préparait à son tour à l'indépendance. Il devait affronter un grave problème : sa récolte de café, sa ressource principale provenant du commerce international, risquait de rester invendue. En effet, normalement, elle était acheminée vers le port congolais de Matadi, mais cette route était fermée à cause des troubles dans les provinces orientales du pays. De plus, les capitaux manquaient pour financer les achats de café, les banques établies à Bujumbura refusant de les fournir.

Les Pères blancs établis à Kabgayi, capitale religieuse du pays, avaient organisé dans toutes les régions un réseau de coopératives de consommation et d'achat qui collectait et commercialisait le café produit par les paysans des collines. Les Pères blancs se sont adressés à l'Allemagne, à l'organisme Misereor, pour sauver la situation. Et Misereor m'a demandé d'aller sur place pour voir ce qu'il était possible de faire. Nous étions avant les vacances de Pâques et j'ai accepté la tâche avec enthousiasme.

Arrivé à Kabgayi, nous avons fait le tour du pays avec le directeur du réseau coopératif. J'ai fait la connaissance de Grégoire Kayibanda, président du gouvernement qui préparait l'indépendance. J'ai découvert un homme intègre, généreux, dévoué à son peuple, qui devait ensuite soutenir les efforts de développement qui se déployaient à la base. Nous sommes devenus amis. Quand, plus tard, il était en visite en Belgique, il descendait chez nous.

La récolte du café fut sauvée. La Deutsche Bank était disposée à préfinancer l'opération et l'évacuation a pris la direction du Kenya vers le port de Mombasa.

Ultérieurement, je suis resté en contact étroit avec le mouvement coopératif rwandais.

Encore en 1961, une nouvelle opportunité s'est présentée pour retourner en Amérique latine. Le Boerenbond belge a pris contact avec moi pour recevoir une délégation de cinq Uruguayens qui se trouvaient à Louvain pour suivre un stage. Je les ai reçus avec plaisir et la sympathie mutuelle a opéré très vite. Nous avons entrepris une réflexion commune sur la situation économico-sociale de leur pays, grand exportateur de viande de boeuf et de laine. Nous avons esquissé un plan de coopérativisation s'adressant aux producteurs petits et moyens et nous avons élaboré une stratégie de 'centrale de services'. J'ai exposé mes expériences d'Equateur et de Rwanda où les projets à la base furent conçus et pilotés chaque fois par une équipe centrale de personnes formées et professionnellement engagées dans la promotion des coopératives. Dans le cas uruguayen, ces personnes étaient diplômées universitaires.

Rentrés chez eux, mes amis uruguayens ont mis la main à la pâte. Ils ont vite reçu un coup de pouce inattendu qui leur a permis de prendre un départ fulgurant. Il se faisait, en effet, que la communauté oecuménique de Taizé avait décidé d'organiser une collecte en Suisse, dans les milieux protestants, pour soutenir des initiatives lancées en milieu populaire en Amérique latine. Le prier, le frère Roger Schutz a appris (je ne sais

pas comment) mon expérience réalisée en Equateur et m'a invité à lui suggérer un projet semblable. Je lui ai proposé d'investir dans le Centro Cooperativista Uruguayo (CCU) qui venait de se constituer. Grâce à cet appui, le CCU a pu acquérir son siège à Montevideo et engager professionnellement ses premiers experts, en attendant l'indépendance financière grâce à la rémunération de ses services rendus.

Dans le domaine du développement, l'Université Catholique de Louvain a franchi une étape décisive au début des années soixante. Auparavant, elle avait assumé un programme destiné à former le personnel administratif de la colonie. L'indépendance du Congo étant intervenue en 1960 et la filiale Lovanium fonctionnant sur place, cet enseignement n'avait plus de sens. Sous l'impulsion du professeur Guy Malengreau qui a très bien compris les nécessités des temps nouveaux, l'Institut d'Etudes des Pays en Développement fut créé et donnait un enseignement de troisième cycle. J'ai été associé à ces travaux et j'ai assumé désormais un cours de 'Développement des communautés'.

NB. C'est à la même époque que fut créée la Faculté des Sciences Economiques, Sociales et Politiques avec une candidature propre où j'ai donné, jusqu'à mon éméritat, les cours de 'Critique historique' et d'Histoire de la Civilisation occidentale'.

En 1965, je suis retourné en Afrique, cette fois-ci au Burundi. Voici dans quelles circonstances.

Après l'indépendance en 1962, le mwami Ntare V a pris ses distances par rapport à l'ancien pays tutélaire et s'est tourné vers la Chine. Il n'a pas mis beaucoup de temps pour se rendre compte que son pays était rapidement couvert d'agents indésirables. Il s'est décidé à s'en débarrasser, puis s'est adressé à la Belgique pour l'aider à reprendre en mains son peuple. Il a songé à des émissions de radio et à doter chaque colline d'un récepteur.

Il se fait qu'en Equateur, le CEAS a créé un émetteur qui diffusait des cours d'alphabétisation destinés aux paysans quechuas des environs de Riobamba. Je ne sais pas comment, mais notre ministère des Affaires Etrangères (occupé à l'époque par Henri Spaak) a pris vent de l'affaire et m'a demandé d'aller sur place et de voir ce qu'on pouvait entreprendre pour satisfaire les Burundais.

Je n'avais qu'une seule condition à poser : que le gouvernement burundais me désigne un responsable avec qui nous préparerions le projet et qui le prendrait sous sa responsabilité après mon départ. Le ministre du Plan, Barnabé (?) Kanyaraguru fut nommé à cet effet. C'était un jeune homme qui venait à peine de terminer ses études d'économie en Suisse. Il était encore célibataire, habitait une maison sommairement meublée et au-dessus de son lit, sur une étagère, étaient rangés les syllabus de ses cours d'économie qu'il consultait régulièrement. Une confiance mutuelle s'est établie très vite et nous nous sommes vus tous les jours.

Il s'est révélé très vite qu'une radio d'alphabétisation n'avait aucun sens car dans le pays les livres étaient rares et les produits de la presse peu répandus. La

radio nationale était encadrée par la coopération française, plutôt jalouse de son influence. Après des négociations ardues, il fut convenu que la radio communautaire à lancer recevrait la tranche horaire de 18 à 19 heures pour diffuser son programme. Pour démarrer, 500 centres seraient établis dans les collines, formant un centre de développement, animé chacun par un moniteur d'enseignement (instituteur). Le programme serait composé d'initiatives utiles pour la vie de la communauté et mises en pratique sous la direction du moniteur.

Pour établir les contacts nécessaires à la réalisation du projet, j'ai participé chaque dimanche fin de matinée à la réception informelle que donnait notre ambassadeur, le colonel Henniquiau. Ancien de la Force publique, ayant épousé une Africaine, il avait un prestige considérable. On pouvait rencontrer chez lui tout ce qui comptait à Bujumbura et j'ai pu fixer rendez-vous avec n'importe quel responsable ayant son mot à dire pour l'avancement du projet.

Quand celui-ci fut au point et rédigé, j'ai été invité au conseil des ministres qui l'avait accepté. J'ai pu donc rentrer à Bruxelles, mission accomplie. Le coût de la première tranche des centres communautaires fut inscrit au budget de la coopération de l'Etat belge. Alors se produisit le coup d'Etat du capitaine Micombero. Le mwami fut renversé. Mon ami Kanyaraguru fut tué au stade de Bujumbura et les nouveaux gouvernants ont découvert les périls du projet : éveiller la conscience des paysans et les doter des premiers éléments de leur propre développement.

Je n'ai pas eu beaucoup plus de succès au Zaïre. Dans ce pays aussi, des coopératives ont été fondées au temps de la colonie, principalement par des missionnaires. Entraide et Fraternité, qui gérait les fonds collectés par l'Eglise de Belgique, m'a demandé de les évaluer et de dresser un plan de relance. Je suis allé à Kinshasa et à Matadi, mais je n'ai pas pu me rendre à Bukavu, coupé du reste du pays à cause des troubles.

Nous sommes en 1971. Les coopératives que j'ai examinées ont survécu, mais avaient trois fois plus de personnel qu'à l'époque de leurs débuts, réalisant un chiffre d'affaires sensiblement inférieur qu'à l'époque coloniale. Visiblement, les coopératives servaient aussi à donner du travail aux familles des dirigeants. Parmi ceux-ci plusieurs ont fait une carrière politique, plus rémunératrice.

J'ai fait mon rapport et mes recommandations, mais j'ignore la suite qui leur a été donnée.

J'ai eu plus de satisfaction du côté des initiatives en Amérique latine. En Uruguay, le CCU a réalisé des progrès remarquables. Nous avons décidé de lancer des sessions internationales de formation pour leaders de coopératives latino-américaines. Je m'y suis rendu chaque année pour donner des cours et des séminaires. J'ai beaucoup appris des expériences des participants.

En effet, j'ai toujours tenu à lier théorie et action. Dans les années cinquante et soixante, les économistes tenaient le haut du pavé dans le domaine des études sur le développement. Pour eux, la formation du capital, l'investissement, le management étaient les facteurs décisifs

pour expliquer le démarrage économique. L'expérience m'a enseigné qu'en amont des initiatives, se cachaient des facteurs culturels. Avant d'épargner, de créer des entreprises et de les faire prospérer, les créateurs avaient des idées pour épargner, pour progresser, pour réussir. Ils avaient des coutumes favorables, ils poursuivaient des objectifs, ils voulaient progresser, ils étaient capables d'organiser et de gérer une entreprise.

A ces données culturelles, il faut ajouter les conditions politiques environnantes favorables ou défavorables, comme j'ai pu l'expérimenter surtout en Afrique et en Haiti.

J'ai pensé à vérifier mes présupposés et j'ai choisi un trait de la culture à approfondir : l'attitude des gens à l'égard du temps et l'influence de ce facteur sur la croissance économique. J'ai choisi pour terrain d'investigation le Pérou (Lima et un village traditionnel, Quilmanà) et la Belgique (Bruxelles et un village, Nodebais dans le Brabant wallon). Un livre est issu de mes recherches, intitulé Temps social et développement. Le rôle des facteurs socio-culturels dans la croissance (Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1970). J'y rends compte de l'importance dans la vie de la société de la mesure objective du temps, de la maîtrise, de la valorisation, de la prévision, de la planification du temps...

Entre-temps, j'ai aussi élaboré un manuel intitulé Le développement des communautés. Participer, programmer, innover (Louvain-la-Neuve, CIACO, 1986. Edition en espagnol : Madrid, Narcea, 1988). Il s'agit d'une démarche qui pilote les habitants d'une unité de vie (village, ville, région) pour s'organiser et

créer les conditions de leur progrès. Entre autres, j'ai participé en 1969, à un colloque de l'AUPELF (Association des Universités Partiellement ou Entièrement de Langue Française) en Tunisie sur la coopération interuniversitaire en matière de développement.

En 1974, j'ai collaboré en Bolivie avec un de mes étudiants qui a brillamment défendu sa thèse de doctorat, pour l'évaluation du programme de développement du mouvement coopératif dans les provinces de Chuquisaca et de Tarija. J'ai reçu un collègue de l'Université de Haïfa à l'UCL, qui a passé un semestre chez moi comme professeur-visiteur. En contre-partie, il a organisé en ma faveur un séjour d'études en Israël. Entre autres, j'ai séjourné une semaine au kibboutz Kfar Hahoresh fondé par des juifs hongrois en 1946. Dans le voisinage de Nazareth, j'ai parlé avec les membres... en magyar.

Vers la fin des années 1970, la province du Hainaut a établi à Charleroi un campus pour y attirer le siège d'institutions internationales à finalités sociales. Il fonctionnait auprès de l'ONU à New York une International Association for Community Development (IACD). Quand les organisations et services sociaux des Nations Unies ont déménagé en Europe, l'IACD y cherchait aussi un siège. Les Carolorégiens leur ont offert de se fixer chez eux où ils bénéficiaient d'un secrétariat, des services de traduction et d'interprétariat, voire d'une dotation annuelle d'un million de francs de la part du gouvernement belge (Léo Tindemans). L'accord fut conclu. Les dirigeants américains se sont retirés et

l'idée fut avancée de donner à l'IACD une direction belge. Pierre Rozen, fonctionnaire de la province, fut désigné secrétaire général à temps plein, et moi-même j'ai été élu président. J'ai exercé cette fonction pendant vingt ans.

NB. La version française du nom de l'organisation est devenue Association Internationale de Développement et d'Action Communautaires (AIDAC) pour refléter l'usage des Canadiens québécois.

Parmi les activités de l'AIDAC la plus importante était l'organisation de séminaires internationaux. En voici la liste et le thème de chacun :

- Dakar (Sénégal) 1979 – La participation dans les organisations.
- Kigali (Rwanda) 1980 – Le rôle des coopératives dans le développement des communautés.
- Le Caire (Égypte) 1983 – L'intégration des services et des programmes au sein des communautés.
- Séoul (Corée du Sud) 1983 – Introduction des innovations.
- Charleroi 1984 – Quels modèles pour le développement des communautés ?
- Charleroi 1986 – La mobilisation des ressources humaines.
- Taipei (Taïwan) 1987 – Développement des communautés et industrialisation.
- Bangkok (Thaïlande) 1989 – Les obstacles sur la route du développement des communautés.

- Charleroi 1991 – *Les mouvements associatifs dans le développement des communautés.*
- Banglamung (Thaïlande) 1993 – *Le management des ressources naturelles et humaines.*
- Louvain-la-Neuve 1996 – *La démocratisation par le développement des communautés.*
- Pretoria (Afrique du Sud) 1997 – *La gestion des conflits dans le développement des communautés.*

Pendant ces années, je relève encore quatre déplacements qui m'ont plus particulièrement intéressé et enrichi :

- Au Rwanda, en 1979, où le gouvernement m'a consulté pour dresser un programme de promotion des coopératives. Ma partenaire, Gaudence Nyirasafari (ép. Habimana), ma première étudiante rwandaise, fut responsable des affaires sociales au gouvernement.

- Poursuivant dans cette direction, une 'Centrale de services' pour le mouvement coopératif, nommé 'Iwacu', a été inauguré à Kigali. Le siège de l'institution et son fonctionnement a été financé par l'aide de l'Etat suisse.

- En 1982, j'ai participé à Santiago de Chile à un symposium sur les politiques sociales en Amérique latine et aux pays caraïbes.

- En 1986, j'ai été invité comme expert par l'Organisation des Etats Américains pour contribuer à l'évaluation des réformes agraires en Amérique centrale. La réunion a eu lieu à Managua, au Nicaragua. J'ai pu observer de l'intérieur le régime 'sandiniste'.

A partir de 1997, pendant trois ans, j'ai donné cours à l'Institut Supérieur

Panafricain d'Economie Coopérative, à Cotonou, au Bénin. Pendant mon séjour, nous avons lancé des caisses populaires avec mon ancien étudiant, Marcellin Benon dans le cadre de l'AADC.

En 1999, j'ai atteint mon 70^e anniversaire et le temps est devenu mûr pour donner ma démission de la présidence de l'AIDAC. Monsieur Pierre Rozen, le pilier de l'organisation est décédé subitement, au retour d'un déplacement en Thaïlande. Les membres écossais de l'AIDAC se sont montrés désireux de reprendre le flambeau et d'installer son quartier général à Edinbourg. Je me suis rendu chez eux et nous avons réglé le problème du transfert en Ecosse. Cela impliquait aussi le reliquat de la caisse, qu'en bons Ecossais, ils trouvaient dérisoire...

Cependant, j'ai continué jusqu'à ces dernières années à m'intéresser aux questions de développement et de contacts entre l'Europe et les pays d'outre-mer. Je ne mentionne ici qu'un événement auquel j'ai participé à Canton, en Chine, sur le thème de 'Malentendus entre les civilisations'. Les congressistes provenaient pour moitié d'Europe et pour l'autre moitié de Chine. Les exposés portaient sur un sujet de malentendu ou d'incompréhension, traité alternativement par un Chinois et par un Européen. J'ai exposé les particularités des attitudes à l'égard du temps social dans les deux cultures.

Les questions qui tournent autour des relations entre les cultures sont inépuisables.

*Pécs, janvier 2017
Rudolf REZSOHAZY
Professeur émérite de l'Université
catholique de Louvain*